

le **cnam**



Les Cahiers du Lise

n°14, 2018

**« L'enterprisation » du commerce populaire
à São Paulo (Brésil)**

Felipe Rangel

Doctorant à l'Université Fédérale de São Carlos, Brésil

« L'enterprisation » du commerce populaire à São Paulo

Felipe Rangel¹

Résumé

Ce texte cherche à analyser les transformations récentes du commerce populaire à São Paulo et ses liens avec des déplacements plus larges dans le monde du travail. Sur la base de recherche ethnographique et d'entretiens avec des travailleurs, je discuterai des tentatives de réorganisation de ce marché. À cette fin, je mobilise l'idée d'«enterprisation» du commerce populaire en tant que schéma pour comprendre les stratégies de réorganisation de ces activités commerciales dans la logique de l'entreprise, qui a transformé les espaces, les formes de réglementation et même les actions, les perceptions et les attentes des travailleurs. Tout au long de la recherche, il a été possible d'observer et de discuter des contradictions articulées par ce processus, qui, d'une part, favorise une certaine formalisation de l'activité, en lui donnant un aspect plus positif et en attirant de nouveaux profils de travailleurs; dans le même temps, géré par les intérêts des groupes d'investisseurs privés, l'enterprisation de ces marchés a entraîné une augmentation des coûts liés à l'engagement des travailleurs, provoquant une sorte de « gentrification du travail » dans le commerce populaire.

Mots-clefs: Commerce populaire; Enterprisation; Gentrification du travail; Travail au Brésil

1. Introduction

Les marchés commerciaux populaires font historiquement partie du scénario urbain de la ville de São Paulo. Il suffit de se promener autour de la région centrale de la ville pour rencontrer un grand nombre de personnes qui commercialisent dans les rues et les trottoirs des marchandises de types et de provenances les plus variés. Parmi ses clients ne sont pas seulement les consommateurs locaux et les détaillants, puisque ces marchés sont aussi caractérisés par des ventes en gros et sont reliés à une circulation de

¹ Doctorant à l'Université Fédérale de São Carlos, Brésil. feliperangelm@gmail.com
Recherche financée par Fapesp, numéro de processus 2015/12742-7.

marchandises qui s'étend à travers le Brésil, et même d'autres pays d'Amérique latine et d'Afrique - en plus du lien évident avec la production et la circulation des produits chinois.

Ces dernières années, la dimension mondiale de ces marchés est devenue encore plus explicite, ceux-ci peuvent être considérés comme un nœud de la « globalisation par le bas » (Tarrus, 2002; Portes, 1997; Knowles, 2014). Comprendre les circuits commerciaux populaires sous les termes de « globalisation par le bas » ne signifie pas qu'ils sont limités au monde informel ou illégal, mais à juste titre reconnaître les multiples liens de ce avec ce qui est généralement considéré comme formel et légal. Dans cet enchevêtrement de négociations, de productions et de mobilités, un volume incalculable de richesses circule. Ce qui est l'objet de dispute à différentes échelles, des micro-relations dans la rue aux négociations de grands projets.

Ce texte est résultat de la recherche doctorale que je développe depuis 2015. Il s'agit d'une recherche qui cherche à analyser les transformations récentes de ces marchés et leurs relations avec des déplacements plus larges dans le monde du travail. J'aborde le commerce populaire tel qu'il est réalisé et perçu par les agents dans le contexte des activités commerciales développées dans la région du Brás, dans le centre de São Paulo. Le quartier du Brás est un point de référence du commerce populaire au Brésil, surtout pour la production et le commerce de vêtements. Selon l'Association des propriétaires de magasins de Brás (Alobrás), le commerce local compte 55 rues commerçantes et 5000 magasins. Il génère 150 000 emplois directs et 300 000 emplois indirects. La circulation journalière de personnes est estimée à 300 000 en moyenne, atteignant un maximum de 1 million aux dates commémoratives. La facturation annuelle de ce marché était estimée à R\$13 300 000 000 (environ 3 000 000 000 €) en 2014. La présentation de ces chiffres sert à montrer la taille de ce marché, mais ils ne sont pas vraiment précis, car ils ne tiennent pas compte des milliers de travailleurs informels dans les rues et les galeries commerciales de la région.

Puisque le terme "commerce populaire" évoque une myriade de situations de travail, j'indique déjà ici le segment spécifique de cet univers avec lequel j'ai développé la recherche: il s'agit d'une étude avec des travailleurs insérés dans des espaces de

commerce fermés, en particulier dans le soi-disant *Feirinha da Madrugada*² et de nouvelles galeries et centres commerciaux populaires de Brás. On peut considérer que les commerçants travaillant dans ces espaces commerciaux exercent leur activité de manière substantiellement moins précaire par rapport aux milliers de travailleurs qui travaillent dans la rue en termes de conditions de travail, de stabilité et même de sécurité institutionnelle. D'avril 2016 à janvier 2017, j'ai effectué un travail de terrain en observant le quotidien d'un groupe de commerçant qui travaillent dans le commerce de l'aube au Brás, avec qui j'ai également mené des entretiens. En plus du travail ethnographique, j'ai accumulé des documents et des nouvelles sur les interventions du pouvoir public et des groupes privés dans le commerce populaire.

Cela dit, le visage de ces marchés que je propose d'analyser ici se réfère aux changements les plus récents dans les formes de conception, l'organisation de ses activités et l'appropriation de la valeur produite. Ces changements seront traités ici sous l'idée d'« enterprisation » du commerce populaire – ce qui inclut les transformations dans les espaces physiques, dans les formes de régulation et dans les pratiques et les perceptions des travailleurs. Cette coupure analytique a été établie en partant de l'idée que les travailleurs des galeries et des centres commerciaux populaires apparaissent comme un nouvel élément de l'univers du commerce populaire, différent du vendeur de rue, posant de nouvelles questions sur les perceptions de l'activité, les attentes construites et la relation avec le monde du travail de manière plus générale.

Il est pertinent de noter le contraste entre l'importance économique et sociale acquise par ce secteur et la précarité de la vie de nombreuses personnes qui opèrent sur la base de ce marché. Dans lequel, même ceux qui atteignent un niveau de revenu substantiel, vivent dans une instabilité aiguë et une condition d'illisibilité qui atteint le niveau d'incompréhension du fonctionnement du lieu de travail lui-même. En gros, il n'y a aucune garantie que l'activité puisse être réalisée le lendemain, compte tenu de la mutabilité des arrangements entre le public, le privé et le propre jeu des agents.

Il est à noter que ces marchés sont caractérisés par une précarité objective (en termes de stabilité, de conditions de travail et de revenus), mais aussi en termes de représentations sur cet univers, souvent associé à la criminalité. Comme forme d'insertion dans le

² À titre de clarification, il convient de noter qu'outre la foire de l'aube qui a lieu dans les rues du Brás, il existe également un centre commercial fermé appelé *Feirinha da Madrugada*, que signifie « foire de l'aube ». Cet espace a été le principal catalyseur de la croissance du commerce de l'aube dans la région.

travail, le commerce populaire a tendance à être représenté comme une activité de subsistance, marquée par l'improvisation et l'urgence. Ce travailleur serait hors du marché formel en raison d'un manque de qualification, d'un faible niveau de scolarité ou même de l'expérience du chômage (Ramires, 2001).

Bien que ces éléments soient bien présents, un examen plus attentif des contours contemporains de ces activités révèle des changements importants dans la taille de ces marchés, dans son articulation avec les grands circuits économiques et dans les perceptions et les attentes des travailleurs. Aujourd'hui, il n'est pas rare de trouver parmi les travailleurs du commerce populaire des personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé, des sorties du marché formel et avec une attente de croissance économique et sociale à travers ces marchés. Ainsi, je comprends que l'engagement des travailleurs dans le commerce populaire ne peut plus s'expliquer uniquement par des «absences», ce qui nous invite à analyser la positivité de ces expériences et les significations que ce travail, encore stigmatisé, acquiert pour les sujets qui y sont insérés. En même temps, pour comprendre les nouvelles significations liées à l'engagement dans cette activité, il faut aussi considérer le changement dans la pratique de l'État en ce qui concerne le commerce populaire et la conception de ces marchés comme une nouvelle frontière de l'investissement privé.

En général, l'approche de l'objet en question était éclairée par la perspective de «l'étude de cas étendue» (Burawoy, 2009), dans lequel l'effort était de discuter la transformation dans le commerce populaire en identifiant ses relations avec des changements plus généraux dans le monde du travail, sans toutefois sous-estimer les pratiques et les expériences des sujets et leur rôle dans la production de la réalité. Je comprends que l'univers du commerce populaire à São Paulo apparaît comme un «poste d'observation» (Knowles, 2014) privilégié pour réfléchir à propos des changements plus généraux dans le monde du travail, des réorientations politiques et des formes contemporaines de gestion d'état. Explorer ces déplacements, qui ont redéfini ces marchés et les façons de travailler, est l'objectif de ce texte.

2. L'enterprisation du commerce populaire

Je me souviens très bien de la première fois que j'ai visité le commerce de l'aube dans le quartier du Brás au milieu de l'année 2016. Je fis une route que je passais souvent en plein jour, venant de la gare du Brás. Mais cette fois, à 3 heures du matin, les rues étaient désertes. Commençant dans une petite pension située près de la gare, étaient un peu plus de 10 minutes à pied à travers le quartier historique, cœur de l'industrie de São Paulo entre les années 1930 et 1950, en passant par de grands bâtiments qui, avant espaces industriels, cédaient la place aux magasins et centres commerciaux, principalement à partir des années 90³.

Avec la séquence de portes fermées la nuit, le sentiment d'insécurité augmente. Au cours de la partie la plus déserte du voyage, j'ai rencontré cinq personnes: deux femmes marchant rapidement vers la foire, un homme tirant un chariot de chargement et deux jeunes hommes assis devant la porte de métal fermée d'une galerie. J'ai envisagé de me faire voler.

Mais il ne fallut que quelques blocs de plus pour vérifier un changement démographique radical. Presque tout à coup, les rues sont remplies de gens, de stands, de sacs, de chariots, de mannequins et de toutes sortes d'objets, principalement des vêtements en général. Une confusion de couleurs, de lumières, de cris, d'odeurs et de musique à l'aube. Sur les visages et les discours des marchands, on peut observer les traits phénotypiques, les langues et les accents qui indiquent les différentes origines ethniques. Je souligne la présence de Brésiliens de différentes régions du pays, les gens d'autres pays d'Amérique latine, d'Afrique et de Chinois.

Avec des bois sur des trépieds en fer des tables (*bancas*) sont formées, dans lesquelles des marchandises et des mannequins sont exposés. De nombreux commerçants tiennent des cintres avec des échantillons de leurs produits, en tentant d'attirer les acheteurs pour les galeries plus discrètes. De nombreuses portes sont ouvertes, révélant des galeries

³ En grandes lignes, l'histoire du Brás commence dans une région essentiellement rurale que se transforme en quartier industriel et ouvrier, centre de l'immigration italienne à São Paulo et, plus tard, destination d'une intense migration du Nord-Est brésilien, motivé par la recherche d'emploi. À partir des années 1970, l'industrie du Brás s'est déplacée vers d'autres régions, ce qui a entraîné une forte réduction de l'emploi, diminution de la population, détérioration physique et la vidange des bâtiments industriels. Ces déplacements favorisent l'intensification des activités économiques liées au secteur des services, au commerce de détail et au commerce de gros, en profitant également de la permanence de certaines industries du secteur de l'habillement. Il y a aussi une augmentation du nombre de vendeurs de rue, qui ont profité de la grande circulation des piétons circulant entre les gares et les gares routières.

segmentées en *boxes*, où sont commercialisés les mêmes types de produits vendus dans les rues.

Dans ce scénario, il est impressionnant de constater la présence de grands « shoppings populaires ». Au cours des dix dernières années, nous pouvons observer la multiplication des centres commerciaux populaires dans la région du Brás. Ce sont de grands espaces segmentés en *boxes* adaptées à l'exposition et au stockage des marchandises à commercialiser. Dans certains d'entre eux, il y a des parkings pour les bus (certains souterrains!), ce qui ajoute une valeur immense à ces bâtiments, car les excursions de « sacoleiros⁴ » peuvent atteindre et garer directement là-bas, augmentant la possibilité de vente et de fidélisation de la clientèle.

SHOPPING ET COMMERCE DE RUE A L'AUBE



Photo: Felipe Rangel

Ces nouvelles entreprises sont le résultat de l'investissement de groupes privés qui, avec le soutien de l'État, promettent d'améliorer ces formes commerciales, ce qui supposerait des avantages collectifs. On a ainsi une sorte de « récit jumeau » (Gonzales et Waley, 2013), qui reconnaît ces marchés comme un problème et aussi un potentiel. D'une part,

⁴ « Sacoleiros » désigne les personnes qui achètent en grandes quantités à revendre dans d'autres endroits. C'est une figure typique du commerce populaire. Le terme « sacoleiro » fait référence aux grands sacs dans lesquels ils transportent habituellement les marchandises.

ils sont associés à plusieurs illégalités, et le confinement du commerce dans des espaces fermés répond aux demandes du pouvoir public et d'une partie de la société, qui condamne l'obstruction des rues par les commerçants ambulants et comprend que le retrait de ces «indésirables» contribue au processus de revitalisation urbaine. D'autre part, l'attrait des grands investissements pour la «modernisation» de ces marchés démontre la reconnaissance que nous sommes face à un univers avec une circulation incroyable de richesse. Et cela ne se limite pas à l'activité spécifique d'achat et de vente de produits d'origine indiscernable - qui peut être le résultat de la contrebande, du travail presque esclave ou de la production aussi «légal» que n'importe qu'entreprise capitaliste. La richesse produite ici est également liée à l'ensemble du réseau de production et de service qui tourne autour du commerce et soutient le tourisme commercial, tels que la production de biens, les services de transport, les hôtels, les restaurants, les marchés financiers, etc.

Ce que nous avons regardé ressemble alors à ce que Roy indique comme une tendance mondiale à la conversion des économies informelles (*shadow economies*), associé à la pauvreté, en objets d'entreprise et profit (Roy, 2010). Un processus de construction toujours complexe et fragmenté. Cependant, pour le "succès" de ces projets, il ne suffit pas que seuls les espaces et les règlements soient modifiés, il faut que les sujets qui animent ces marchés participent aussi, s'engageant subjectivement dans cette nouvelle configuration.

Et c'est dans ce sens que se développe le processus d'enterprisation du commerce populaire dans la région du Brás, avec 1) les changements infrastructurels accompagnés 2) de changements dans les formes de régulation et d'actionnement de l'État et 3) l'adaptation subjective des agents. Pour mieux illustrer ce processus, je présenterai l'exemple de la commercialisation de l'espace commercial le plus important du Brás, la *Feirinha da Madrugada*.

2.1 L'enterprisation de la Feirinha da Madrugada

La Feirinha da Madrugada, au Brás, est un centre commercial situé dans un ancien parking pour bus. L'espace est divisé en environ 4 000 *boxes* avec des murs de ciment et des portes en acier. Là, des milliers de travailleurs font le commerce de divers types de marchandises, principalement des vêtements.

L'origine de la Feirinha remonte à la foire qui a eu lieu à l'aube sur la rue 25 de Marçó, une région voisine, au début des années 2000. Cette foire a été transférée au Brás, en 2004, en négociation avec la mairie. La réalisation du commerce a duré jusqu'au petit matin, permettant aux consommateurs de faire le plein à l'aube et de revendre les marchandises pendant la journée dans d'autres endroits – notant que le commerce populaire dans le centre de São Paulo se caractérise par des ventes en gros. En même temps, les horaires de ce commerce informel évitait les conflits avec les commerçants locaux.

Juste à côté de l'endroit où cette foire a eu lieu, se trouvait le parking « Pátio do Pari », une propriété publique, mais sous gestion privée. Là, les petits producteurs de vêtements avaient déjà commencé à commercialiser leurs marchandises, qui étaient exposées sur le sol. Avec l'intensification des conflits entre les vendeurs de rue, les propriétaires de magasins et les autorités publiques – qui a donné lieu à des allégations de corruption dans la surveillance du commerce de rue, des prisons et même des assassinats de représentants des vendeurs de rue (Alba et Freire, 2014) –, une grande partie du commerce de rue a migré à l'intérieur du Pátio do Pari. Cet espace commercial fermé s'appelait alors officiellement *Feirinha da Madrugada*.

La structure du commerce dans cet espace a changé au fil du temps: des bâches sur le sol, aux poitrines, aux tentes en toile, et enfin au modèle actuel de ciment. L'administration de cet espace a également subi des changements au cours de cette période. De l'administration privée, passé au contrôle de la ville et, en 2016, a été accordée dans le cadre d'une enchère pour le contrôle d'un consortium d'entreprises, qui gère déjà les centres commerciaux populaires dans d'autres régions du pays. Le consortium s'est vu accorder le droit d'exploiter commercialement cet espace pendant 35 ans, dans le cadre d'un contrat signé pour un montant de 1,5 milliard de reais (340 millions d'euros), en plus de l'accord pour la construction d'un nouveau centre commercial au même endroit⁵.

⁵ Contrat de concession < http://www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/upload/trabalho/arquivos/contrato_-_circuito_das_compras.pdf >, Accédé le 03/03/2018.

FEIRINHA DA MADRUGADA ET LE PROJET DU NOUVEAU CENTRE COMMERCIAL

Foto : Henrique Boney

Foto : Divulgação/Circuito Centro de Compras



Depuis qu'elle a commencé à s'installer dans l'espace fermé, les commerçants de la Feirinha paient un loyer, pour le coût de la maintenance. Parmi les changements déjà en cours à Feirinha avec la nouvelle administration, nous avons que le prix du loyer de la *box* pour les nouveaux commerçants a été ajusté. En plus, le projet de réforme de la structure de la Feirinha est déjà en cours, avec la construction d'un nouveau bâtiment sur le site. Mais pour la construction, il faut que les commerçants soient retirés de là. Un autre espace a été mis à disposition pour l'attribution des commerçants lors de la construction du nouveau bâtiment. Cet espace, cependant, est en dehors du circuit traditionnel du commerce, c'est-à-dire qu'il est commercialement «mort» et irréalisable pour ceux qui dépendent de ce revenu pour vivre. En outre, les commerçants qui sont en retard avec le paiement de leurs loyers ne pourront pas retourner dans le nouveau bâtiment après l'inauguration.

2.2 Promotion de l'esprit d'entreprise

Avec les déplacements et les investissements dans l'infrastructure du commerce populaire, on peut identifier la croissance des politiques de formalisation des travailleurs. Cela a été principalement dû à l'incitation à l'entrepreneuriat. Si la régulation du commerce populaire a toujours été un problème pour le pouvoir public, il y a eu une réorientation dans la perception de ces activités, à travers la conversion des «camelôs⁶» en microentrepreneurs. Contrairement aux stratégies de répression traditionnellement abordées dans la question du commerce populaire, la logique entrepreneuriale apporte comme nouveauté une « action positive d'incitation de la part des pouvoirs publics, encourageant certaines pratiques dans le cadre de programmes précis destinés à ce secteur d'activité, ouvrant un champ d'action stimulant et incitatif pour le commerce populaire » (Hirata, 2016, p. 9).

La politique principale dans cette direction était le programme du microentrepreneur individuel (MEI). Afin d'aider à la régularisation des travailleurs informels, le MEI est une manière relativement peu coûteuse et moins bureaucratique d'ouvrir la propre entreprise. De plus, après leur formalisation en tant que MEI les commerçants peuvent accéder davantage aux prêts bancaires et accéder aux avantages sociaux tels que les indemnités de maladie, la retraite par âge ou invalidité, les salaires de maternité, les retraites. C'est-à-dire que c'est sous la forme d'une entreprise que ces travailleurs ont accès aux «droits du travail».

Il faut dire ici que, malgré la grande adhésion des commerçants à cette politique, on ne peut penser à son «succès» sans considérer la dimension de la coercition. Actuellement, de nombreux centres commerciaux populaires de la région exigent que les commerçants soient régularisés en tant qu'entreprise. Une des raisons en est que les propriétaires s'exonèrent de toute responsabilité pour les marchandises mises sur le marché, dont beaucoup proviennent du « piratage », de la contrebande ou simplement de l'absence d'enregistrement fiscal. De plus, dans de nombreux cas, le processus de conversion des

⁶ «Camelô», au Brésil, se réfère généralement au travailleur du commerce populaire. Le profil de ce travailleur est généralement représenté sous la figure du travailleur précaire et informel, qui exerce son activité en recourant constamment à des pratiques illégales. Prandi, en discutant la vision du pouvoir public sur les vendeurs de rue, les présente comme «des petits et pauvres travailleurs [...], perçus comme une forme de mendicité dans la société capitaliste» (Prandi 1978: 74, traduit par nos soins).

commerçants a été violent, étant donné les diverses actions policières de répression contre les vendeurs de rue. Comme le remarquent Alba et Freire, la demande d'espaces dans ces nouveaux bâtiments commerciaux est étroitement liée à la répression du commerce de rue:

[...] divers espaces ont été partagés en petits lieux de commerce pour répondre à la grande demande produite sur le marché immobilier par l'action de la police militaire. Tel est l'effet de cette pratique de répression: faire converger les vendeurs ambulants vers les espaces commerciaux privés ou administrés par l'initiative privée" (Alba et Freire, 2014, p. 234).

2.3 L'enterprisation et la bureaucratisation néolibérale

Tout ce processus d'enterprisation représente un nouveau vecteur de développement du commerce populaire, qui a eu lieu dans un mouvement qui articule des situations apparemment averses, telles que la répression et l'entrepreneuriat, la formalisation et l'inégalité. Dans le même temps, la situation des travailleurs présente également des contradictions, telles que l'amélioration des conditions de travail et l'expulsion de nombreux travailleurs qui n'ont pas été en mesure de s'insérer économiquement et subjectivement dans la nouvelle configuration. En plus de la condition ambiguë de l'autonomie dans l'instabilité, accentuée par l'illisibilité qui circonscrit le travail dans le commerce populaire et qui sera discutée plus tard.

Quand nous le mettons en perspective, nous pouvons voir un contraste entre les exigences qui ont guidé les luttes des camelôs jusque dans les années 2000 (autour du droit de travailler dans la rue) et les «solutions» rencontrées par le pouvoir public. On peut soutenir que ce qui se passe est un changement dans la façon de traiter le commerce populaire, qui a à voir avec les déplacements sous la forme d'action de l'Etat.

Bien que la répression violente ait été présente à tout moment, il est possible d'identifier un déplacement de la matrice qui pensait encore à l'intégration de ces travailleurs dans la clé des droits et de la citoyenneté pour la solution à l'insertion de ces activités dans la logique du marché (contrats, loyers, entrepreneuriat et modernisation). En ce sens, Béatrice Hibou (2013), dans sa discussion sur la «bureaucratisation néolibérale», nous donne quelques indices pour comprendre le processus en cours :

La doxa néolibérale présente le respect de ces normes, règles, procédures bien particulières comme l'expression de la « bonne gouvernance », en voyant dans ces formalités de simples techniques.

Elle met l'accent sur l'universalité de la rationalité économique, et plus précisément entrepreneuriale, sur la dimension technocratique de ce processus et sur son efficacité, sa sécurité et sa moralité, dans une vision dépolitisée du gouvernement qui est une forme très idéologique d'analyse du politique (Hibou, 2013, p.10).

Dans le cas de l'enterprisation de la Feirinha, par exemple, avec sa concession à l'initiative privée, on ne peut penser au retrait de l'Etat ou, simplement, à son « kidnapping » par des groupes privés. Il est plus logique de comprendre ce processus comme une stratégie cohérente pour l'action de l'État, bien que pas nécessairement planifiée, qui se déroule conjointement et par le biais de la médiation privée. En d'autres termes, comme le soulignent Dardot et Laval (2009), pour que les stratégies néolibérales prennent effet, l'État doit aussi fonctionner dans une logique néolibérale.

Quand je parle de néolibéralisme ici, je pars de la discussion de Dardot et Laval, qui comprennent le néolibéralisme comme « l'ensemble des discours, des pratiques, des dispositifs qui déterminent un nouveau mode de gouvernement des hommes selon le principe universel de la concurrence » (Dardot; Laval, p. 6). Dans cette perspective, le néolibéralisme serait non seulement une idéologie ou une politique économique, mais fondamentalement une rationalité de gouvernement qui non seulement détruirait les institutions et les droits, mais produirait aussi d'autres types de relations sociales, de modes de vie et de nouvelles subjectivités.

Dans le cas étudié, plus qu'une stratégie pour réguler et légitimer l'activité du commerce populaire – en comprenant son importance économique et sociale –, le processus de formalisation s'est révélé être une technologie de pouvoir informée par la logique concurrentielle néolibérale. L'impératif de la formalisation, reçu comme une valeur indiscutable, est légitimé malgré les inégalités qu'il peut produire lorsqu'il n'est pas guidé par les principes de garantie de meilleures conditions de vie et de travail. En termes substantiels, formaliser dit très peu quand on n'explore pas les logiques qui éclairent son opérationnalisation. L'enterprisation du commerce s'est donc faite à travers des processus de formalisation sans "substance solidaire", c'est-à-dire sans que le principe de protection sociale soit au centre. Bien que cette question soit souvent mobilisée dans la rhétorique politique des agents de l'autorité publique et des investisseurs. Ce qui est vérifié, ce sont des procédés techniques, proches de ce que Hibou (2013) appelle la « formalisation systématique », qui se développent à travers la

création constante de règles, de processus, de codes, promus sans critique pour généraliser le modèle du marché.

La formalisation du commerce populaire a été mise en pratique sans dialogue avec les plus touchés par ses effets: les travailleurs. Et il peut se passer de ce débat parce qu'il porte une dimension morale partagée: la formalisation est toujours, et a priori, positif. Cependant, l'enterprisation ne peut pas être compris comme un projet établi à une table par des groupes spécifiques d'individus. Il ne se développe pas en tant que tel, par conception (*by design*). C'est le résultat d'une « constellation d'intérêts », pour utiliser l'idée wébérienne.

Sur ce point, il est important de dire qu'il n'apparaît pas seulement comme une forme de contrôle agissant sur les agents, mais aussi à travers d'eux. Comme Hibou le souligne par rapport à la bureaucratisation néolibérale: « nous sommes tous des vecteurs, des médiateurs, des acteurs plus ou moins conscients de ce processus et nous participons à la diffusion de ces formalités, même si nous pouvons simultanément en être des victimes » (Hibou, 2013, p.12). Cela se reflète, par exemple, dans la situation des *camelôs* qui ont célébré la concession de la *Feirinha da Madrugada* au consortium privé – comme un signe de la modernisation à venir –, qui a ensuite été expulsée de leurs espaces de travail.

En même temps, quand on extrapole le cas de la *Feirinha da Madrugada* et observe le commerce populaire plus largement, on peut affirmer que tout ce processus d'enterprisation a contribué à la redéfinition du travailleur du commerce populaire, qui passe du camelô informel au microentrepreneur, et il a été possible de construire une image plus positive de ces activités. Lorsque cette re-signification est observée dans un scénario de précarité de l'emploi formel et de « désenchantement » de la condition salariale au Brésil (Rangel, 2017), on peut comprendre l'entrée de personnes ayant des profils différents sur ce marché, qui aujourd'hui s'est révélé être un moyen de « gagner la vie » différent de celui limité à une économie de subsistance, comme historiquement l'image du camelô a été construite. Aujourd'hui, ce marché a attiré des gens avec beaucoup plus de capitaux et des stratégies commerciales différentes de ces camelôs qui travaillaient dans les rues ou ceux qui sont entrés – et sont restés – dans le commerce populaire par manque d'alternatives. ces derniers ont même trouvé plus difficile de

rivaliser dans la logique commerciale d'entreprise, et leur expulsion progressive dans un scénario de formalisation croissante ne semble pas être une simple coïncidence.

3. La "gentrification du travail" dans le commerce populaire

Comme il ne pouvait pas être différent, les investissements privés dans l'infrastructure des nouveaux centres commerciaux présupposent des gains sous la forme de loyers, qui tendent à être prohibitifs pour la plupart des travailleurs, puisque la location d'un espace de 3m² peut être plus que R\$ 4 000 (1 000 €) dans les galeries les plus fréquentées. Comme les contrats sont précaires et peuvent être facilement rompus par les deux parties, ceux qui ont des conditions d'investissement plus faibles sont pratiquement exclus des meilleurs points, qui sont évalués par le flux des clients. Ainsi, bien que les commerçants avec moins de capital n'abandonnent pas le commerce dans la région de Brás, ils sont déplacés vers des endroits qui ont un potentiel commercial moindre et, par conséquent, perçoivent des revenus plus faibles.

D'un autre côté, au-delà de déplacement des commerçants de la rue vers les centres commerciaux (et l'exclusion de ceux qui ne peuvent pas payer les loyers), au cours de la recherche, j'ai observé un autre mouvement qui anime les transformations en cours dans le commerce populaire à São Paulo: l'entrée de personnes dans ces activités sans qu'elles aient eu une trajectoire antérieure dans le commerce populaire. Ce sont des gens qui viennent d'autres professions, qui sortent souvent d'un emploi formel, et qui s'engagent dans le commerce populaire avec des attentes de meilleurs revenus.

En ce sens, on peut considérer que l'« entreprisation » du commerce construit un scénario dans lequel ces activités deviennent plausibles pour les travailleurs des profils sociaux différents de ceux identifiés avec les camelôs traditionnels. Ce nouveau profil de commerçants est compris par travailleurs qui ont plus de capital pour l'investissement, plus des années de scolarité et un fort discours entrepreneurial.

En effet, ce processus a contribué à la redéfinition de ce travail pour ceux qui ont survécu à cette sorte de « gentrification de l'activité⁷ » ou pour ceux que sont venus

⁷ Le terme « gentrification » a été créé par Glass (1964) pour décrire les changements provoqués par les mouvements des résidents de la classe moyenne vers les quartiers « ouvriers » de Londres. Un mouvement qui a provoqué des augmentations importantes des prix de l'immobilier, rendant impossible pour les anciens résidents de rester dans les quartiers gentrifiés. Cependant, au cours des dernières années, le terme « gentrification » a été utilisé plus largement pour désigner plusieurs déplacements excluant

d'autres occupations. C'est dans ce sens que je trouve intéressant d'opérationnaliser le concept de gentrification avec les transformations du travail dans le commerce populaire de São Paulo, en notant les changements dans l'infrastructure du commerce et le profil des commerçants, ce qui rend difficile l'exercice de cette activité pour ceux qui une fois gagné leur vie là-bas.

Comme le souligne Bondi (1999), malgré le «chaos et la complexité» qui entoure son utilisation et la difficulté d'établir ses limites, le terme gentrification s'est révélé très résilient dans le sens de maintenir une puissante «fonction discursive» capable de transmettre l'image des déplacements forcés, mais nécessitant des définitions précises de son utilisation dans chaque situation spécifique.

Quand je parle de gentrification du travail ici, je ne parle pas exactement du processus de remplacement des classes populaires par les classes moyennes. L'idée est d'évoquer l'image et la direction de ce mouvement. Dans le cas en question, cela fait référence à l'expulsion de travailleurs avec moins de capital disponible et à l'entrée des travailleurs aussi instables, y compris appartenant aux classes populaires, mais avec de plus grandes possibilités d'investissement, des compétences administratives et subjectivement plus sensibles à la logique entrepreneuriale.

On peut voir que, comme dans d'autres situations, l'État se présente ici comme l'un des principaux agents de la gentrification du travail, agissant activement pour ouvrir l'espace à l'action du marché. C'est aussi une caractéristique du processus de gentrification du travail dans le commerce populaire dans d'autres pays.

Les conseils municipaux à travers l'Amérique latine ont commencé à réclamer l'espace public aux commerçants, souvent motivés par le souci de créer des centres villes plus attrayants pour le secteur croissant du tourisme international. Ainsi, le début du 21^{ème} siècle a vu un programme sans précédent de déplacement des commerçants dans certaines villes, ce qui a encore transformé les structures spatiales du commerce informel grâce à la décentralisation forcée⁸. (Bromley; Mackie, 2009, p. 1485, traduit par nos soins)

(Janoschka, 2016, Bromley et Mackie, 2009). J'utilise le concept de gentrification dans l'analyse des transformations du travail dans le commerce populaire à São Paulo pour mettre en évidence les changements dans l'infrastructure du commerce et le profil des commerçants, ce qui rend difficile l'exercice de cette activité pour ceux qui une fois gagné leur vie là-bas.

⁸ “City councils across Latin America began to reclaim public street space from the traders, often motivated by the concern to create city centres more attractive to the growing sector of international tourism. Thus, the early 21st century has seen an unprecedented programme of trader displacement in

Bien que la promotion du tourisme et la décentralisation ne me paraissent pas le principal objectif des interventions dans le commerce populaire à São Paulo (même s'il est présent), il y a une certaine homologie entre le processus décrit par Bromley et Mackie et ce que j'ai observé à travers les investissements millionnaires dans les projets sur les marchés du Brás. Dans ces projets, il n'y a aucune mention de stratégies pour maintenir sur ce marché les travailleurs qui ont une faible capacité d'investissement, c'est-à-dire une grande partie des commerçants qui animent le commerce populaire. Une *camelô* du Brás observe ce processus à partir de sa propre trajectoire :

Il y avait beaucoup de *boxes* à louer et les *boxes* louées rapidement, parce que les gens de l'extérieur, qui avaient de grands magasins, ont commencé à dire : « Je paye un loyer absurde [dans les magasins], alors qu'à la foire, je vais payer moins et gagner plus ». Ils ont commencé à fermer leurs magasins et ils ont tous déménagé à la foire. [...] Donc, qui était à la foire était des hommes d'affaires, ce n'étaient plus ces travailleurs qui ne savaient rien. C'étaient des gens qui étaient sur le marché depuis longtemps [...] Et nous avons dit : « C'est fini. Cette foire est pour les grands, ce n'est pas pour nous ».

A partir de là, je comprends que la transformation subie par le commerce populaire à São Paulo s'est présentée comme une situation spécifique de ce que Rizek et Georges (2016) appellent « gestion d'entreprise de la vie quotidienne ». En articulation intense avec l'État, les groupes privés favorisent les changements dans l'espace, dans les formes d'exercice des métiers, dans les sociabilités et dans les subjectivités, en termes de perceptions et d'attentes des travailleurs.

Et c'est ainsi que cela une fois liée à « l'économie de la nécessité » se transforme en source de profit. Les ressources publiques et soi-disant collectives sont ré-étalonnées comme des canaux d'accumulation privée de la richesse (Roy, 2010). Dans le même temps, des travailleurs moins adaptés et moins réceptifs à l'entreprisisation sont menacés par la rationalité d'entreprise, qui guide à la fois les stratégies d'Etat et, bien sûr, les investissements des groupes privés.

Il est vrai que le commerce de rue est toujours fort. Cependant, les actions de répression violente menées par les États sont de plus en plus fréquentes. En un sens, l'incitation à l'entrepreneuriat des travailleurs et la multiplication des centres commerciaux légitiment

some cities, which has further transformed the spatial patterns of informal trade through enforced decentralisation”.

la répression à ceux qui ne s'intègrent pas à ce nouveau modèle de marché, qui allie exigence de formalisation et intérêts financiers. Tout cela avec l'adhésion et l'engagement de ces commerçants plus en accord avec la logique de la compétition et de la responsabilité individuelle, des aspects qui peuvent être condensés dans les discours et les pratiques contemporaines de l'entrepreneuriat.

4. Les sens du travail dans le commerce populaire: autonomie et illisibilité

De ce fait, il est intéressant de noter que pour les nouveaux « entrepreneurs du commerce populaire » ce travail ne signifie plus une activité provisoire du genre de celle dans laquelle les gens s'engagent pendant attendent des opportunités d'emploi formelles. A travers les entretiens, j'ai pu percevoir une forte appréciation de la possibilité de travailler pour soi-même avec une affaire propre, en même temps que ces sujets ont reconnu comme insatisfaisants les emplois disponibles sur le marché de travail brésilien.

En ce sens, en temps de travail flexible, où «la précarité est partout» (Bourdieu, 1998), les travailleurs se voient contraints de chercher des moyens d'insertion par un travail que réponde à leurs attentes, en tenant toujours compte des limites de réalités concrètes dans lesquelles ils sont insérés. Nous pouvons identifier dans la recherche de formes alternatives de travail un lien entre les besoins, les ressources objectives, les dispositions et les attentes subjectives. Selon Rosenfield, «les sujets sont confrontés au défi de créer des formes d'insertion que répondent au besoin de travailler, en mobilisant les ressources disponibles de nature personnelle et celles de nature formelle/institutionnelle offertes par le marché du travail, la société et ou par l'Etat » (Rosenfield, 2015: 116, traduit par nos soins).

Sans doute, on peut argumenter que la précarité est également présent dans le commerce populaire, et avec des sens peut-être plus aigus, compte tenu de l'instabilité causée par l'illisibilité des règles de fonctionnement et de l'incertitude institutionnelle liée aux changements des stratégies de l'État de contrôle de ces activités e à la proximité avec des économies et des marchés de protection criminel. Cependant, comme le fait remarquer Rosenfield, il envisage le niveau intersubjectif de l'expérience sociale, l'analyse des «frontières entre l'autonomie et la subordination, entre l'insertion vertueuse

ou précaire par le travail, devient insaisissable et difficile à précision» (Rosenfield, 2015: 126, traduit par nos soins).

Ainsi, en effet, l'entreprisisation du commerce populaire a signifié une amélioration des conditions de vie des commerçants, ou plutôt des commerçants qui peuvent payer les frais de cette forme de commerce. D'autre part, si l'entreprisisation représente une plus grande stabilité et moins de risques pour le travailleur, y compris les risques physiques, il existe un élément d'instabilité inhérent au travail dans le monde contemporain, qui est renforcé par l'illisibilité des règles de fonctionnement de ce marché. Je comprends l'illisibilité à la fois la difficulté à «lire» et à comprendre les pratiques, documents et normes de l'État, surtout dans ses marges (Das et Poole, 2004), et plus généralement comme la difficulté de lire et de faire confiance d'avoir compris le sens des pratiques et des règles que, si on ne gouverne pas, essaient de commander certains espaces et activités.

En tout cas, le caractère l'illisibilité se réfère ici à la reconnaissance de que le travail quotidien dans le commerce populaire est, en quelque sorte, marqué par la flexibilité et la mutabilité constante de ses règles de fonctionnement. Même s'il y a une routine dans les activités et les pratiques, l'attention est attirée sur la temporalité spécifique qui marque la vie des gens et la fréquence des ruptures, des changements de cours et de scénarios, qui amènent certainement l'instabilité à la planification individuelle.

Il y a, par exemple, une temporalité différente de celle observée dans le monde salarial, où la planification de la vie est réalisée en référence au revenu mensuel. Dans le commerce populaire, je me suis souvent rendu compte que la question «quel est votre revenu mensuel?» a généré de la confusion aux mes interlocuteurs, car ils perçoivent le flux d'argent à travers la comptabilité quotidienne. Bon nombre des engagements pris avec les fournisseurs et les créanciers sont signés avec des échéances hebdomadaires. Ici, le défi est d'organiser cette temporalité spécifique des revenus et des engagements, par rapport la temporalité du monde informée par la logique salariale mensuelle, qui se manifeste par des dépenses telles que les loyers, l'école et les comptes des services généraux.

En outre, il y a la mutabilité constante de ce qui devrait être ordinaire, comme l'espace de travail lui-même, à l'exemple démontré par les différents changements dans l'administration et l'infrastructure de la *Feirinha da Madrugada*. Au cours des derniers

mois, de nombreuses manifestations de cette illisibilité du travail dans le commerce populaire peuvent être identifiées. Comme un reportage sur la démolition d'un pavillon de *boxes* à *Feirinha* :

[...] Les commerçants ont attendu jusqu'à 5 heures du matin pour une ouverture tardive, ce qui n'est pas arrivé. En colère, ils ont fait irruption dans la porte de la rue Sao Caetano et ont couru vers les *boxes*.

[...] Plusieurs commerçants ont déclaré qu'ils n'étaient pas informés de l'opération. Certaines personnes ont pleuré à côté des *boxes* détruits, d'autres ont rassemblé les décombres et ont essayé de sauver les marchandises tombées sur le sol.

[...] Les commerçants ont dit qu'ils ne sont pas irréguliers, ont des reçus pour les paiements de loyer et de la documentation qui prouve.

[...] L'entreprise qui gère l'espace a informé au moyen d'une note qui a fait, depuis dimanche dernier (23), une opération à la Foire du Madrugada pour enlever un ensemble de boîtes dans une zone dénommée Mur Blanc. Le site servira de voie d'évacuation et, par conséquent, il était «nécessaire de nettoyer la zone», selon l'administration.

Selon la déclaration, les commerçants qui y opéraient étaient illégaux. Le circuit a indiqué que le démantèlement des 52 *boxes* entre la nuit de ce jeudi et l'aube de vendredi faisait partie de la deuxième phase de l'opération.

[...] Selon le communiqué, les commerçants en situation légale seront réattribués dans un nouveau domaine. (journal Folha de São Paulo, 2017⁹)

Même si la permanence des commerçants dans la nouvelle entreprise soit garantie, de telles situations sont toujours dramatiques pour ceux qui comptent sur ce métier pour gagner la vie. Ils cessent de faire de l'argent chaque jour que l'espace commercial reste fermé, les dettes s'accumulent et les éventuelles épargnes disparaissent. En outre, la reprise de l'activité peut se trouver dans une situation complètement différente de celle expérimentée avant la rupture, car le mouvement des acheteurs tend à trouver d'autres destinations et la relative stabilité des revenus générés par le réseau (fragile) de clients est désarticulée.

Je comprends que les processus de modernisation et de contrôle du commerce sur ces marchés sont le résultat de litiges et de négociations entre ces groupes privés du secteur financier et immobilier, l'État et les commerçants. L'équilibre instable de ces conflits constitue l'illisibilité du fonctionnement du commerce populaire au Brás. Elle est

⁹<http://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2017/07/1905082-prefeitura-faz-operacao-contra-comerciantes-da-feirinha-da-madrugada.shtml>

Accédé le 03/03/2018

illisible non seulement parce que la règle que la commande prête à confusion, mais parce que sa propre organisation est constituée par un chevauchement conflictuel de règlements, coutumes et impositions, que peuvent toujours être suspendu ou modifié.

L'insécurité associée au fonctionnement particulier de ce travail finit par être naturalisée, ainsi que les risques inhérents à la flexibilité spatiale, temporelle et contractuelle qui la caractérise. En fait, c'est «l'institutionnalisation du vague» (Azaïs, 2012) sous l'une de ses formes les plus explicites.

Cependant, s'ils sont interrogés sur la perception du travail dans le commerce populaire en général, beaucoup soulignent le mauvais moment économique, avec une baisse des revenus due à la concurrence accrue et à la multiplication des bâtiments commerciaux dans la région, sans signaler les problèmes liés au fonctionnement même de ce type de travail. Au cours des entretiens, les perceptions sur le travail dans le commerce populaire ont varié en fonction de la situation économique vécue par chacun, en ce que concerne la réussite ou la difficulté de l'entreprise. Cependant, même pour ceux qui ont été confrontés à des difficultés financières, la comparaison avec d'autres possibilités d'emploi était récurrente et, dans ces cas, le commerce apparaissait comme le «moins pire».

En fait, je pense que ça a été une très bonne opportunité qui est venue dans ma vie, que Dieu me l'a donnée d'ici. Parce que dans aucun autre emploi, avec ma formation, qui est seulement la huitième année, j'allais gagner ce que je gagne ici. [David, 24 ans, commerçant au Brás]

Le travail, lorsqu'il est perçu comme un sacrifice nécessaire pour vivre une vie minimalement digne, est apprécié dans la mesure qui atteint ce but. En ce sens, la hiérarchie entre le travail dans le commerce populaire, informel ou non, et l'emploi formel ne peut être comprise qu'en tenant compte des différentes possibilités annoncées et perçues dans chaque condition. Dans ce mouvement, la question de l'autonomie, du travailler pour soi-même, est une forte composante de motivation.

Il faut bien admettre que beaucoup de travailleurs ne jouissent pas de ce qu'ils disent être l'un des principaux avantages d'être leur propre patron (flexibilité du temps), parce que la dynamique même du commerce impose des contraintes - le mouvement commercial est imposé par les demandes des clients et ne suit pas cette dynamique

signifie des pertes financières. Néanmoins, le travail quotidien lui-même exprime des aspects de cette autonomie. Il est courant que dans les périodes de moindre mouvement des clients, des groupes de commerçants se rassemblent pour jouer aux cartes, boire de la bière et discuter des résultats des matches de football. Les téléphones mobiles sont également toujours à portée de main, assurant une présence constante sur les réseaux sociaux numériques ou en regardant des vidéos et en jouant à des jeux virtuels. « Par exemple, ça vous ne verriez pas pendant la vie quotidienne d'une entreprise » dit une commerçante en jouant aux cartes avec trois autres collègues.

De cela, il est évident que l'autonomie ne signifie pas ici d'agir ou de faire ce que vous voulez et comme vous le voulez, et même moins la capacité de contrôler la séquence des choix futures, mais elle signifie de la possibilité d'imaginer le pouvoir «de se donner quelque chose au-delà de ce qui est donné» (Sader, 1988, p.56, traduit par nos soins). En effet, le travail dans le commerce populaire est marqué par la précarité en termes d'illisibilité de son organisation et de susceptibilité aux instabilités économiques et politiques. Cependant, la perception positive pointe tant vers l'hégémonie de la logique néolibérale – que naturalise l'insécurité et rend chacun responsable de ses propres conditions de vie – comme révèle la naturalisation de la précarité des emplois au Brésil, en termes objectifs (salaires et conditions de travail), mais aussi en ce qui concerne la soumission inhérente à la relation de travail et la difficulté de trouver une satisfaction au travail.

5. Considérations finales

Le travailleur du commerce populaire a été historiquement considéré comme quelqu'un dans une condition hésitante entre le travailleur désespéré et le contrevenant marginal. En fait, tout le commerce populaire - généralement traité selon les termes de l'informalité - a été élaboré comme quelque chose qui serait éteint par l'insertion réelle du Brésil dans le capitalisme mondial et l'expansion du travail salarié. Évidemment, ce n'était pas ce qui est arrivé. Non seulement ces marchés ont pas disparu, mais la conviction même de construire une société de droits par le travail salarié est devenue de plus en plus fragile.

En ce sens, dans ce texte, j'ai cherché à discuter des formes contemporaines de gestion du commerce populaire et leurs effets sur les travailleurs. Je soutiens que, grâce à ce que j'ai appelé le processus d'enterprisation du commerce populaire, des reconfigurations ont eu lieu sur ces marchés. Ces changements consistent en des réaménagements physiques, mais surtout en des changements dans la conception de ces activités par le pouvoir public et le capital privé et dans les perceptions des travailleurs qui y travaillent.

J'ai essayé d'observer comment, à travers des processus de formalisation systématique, a priori bénéfiques, d'autres inégalités ont été produites. Il y a eu une sorte de «gentrification du travail », où les commerçants socialement et économiquement les plus vulnérables ont été expulsés de leur travail et, dans le même temps, l'entrée des travailleurs, qui sont aussi précaires, mais avec un plus grande niveau de scolarité et capacité d'investissement. Ces nouveaux entrepreneurs du commerce populaire ne voient plus l'activité comme une occupation provisoire et d'urgence, mais comme un investissement dans leur entreprise et la possibilité d'une ascension sociale et économique.

Cependant, en prenant le cas de la Feirinha da Madrugada, l'enterprisation du commerce a produit (ou intensifié) l'illisibilité dans le travail aussi pour ceux qui ont réussi à rester dans l'activité. Ils doivent constamment faire face aux changements sur le lieu de travail et à l'instabilité des contrats et des négociations entre les autorités publiques et les investisseurs privés. Arrangements où la protection des travailleurs n'est pas au centre. Il est important de souligner, cependant, que la commercialisation du commerce n'a pas été sans résistance. Bien que de manière pragmatique et conjoncturelle, il y ait eu des manifestations et des recours en justice contre la formalisation excluante. Une action en justice a été ouverte à la demande des associations de travailleurs du commerce populaire pour enquêter sur le contrat de concession de Feirinha. Dans le même temps, cependant, alors que la réforme spatiale est en cours et que les travailleurs doivent quitter les lieux, il y a eu de nombreuses manifestations, des «désobéissances judiciaires», des invasions et l'occupation de la rue par les commerçants de la Feirinha da Madrugada.

En même temps, le déplacement des lignes directrices qui a guidé les luttes de la rue jusqu'au début des années 2000 est évidente. Si, à cette époque, la lutte pour le droit de

travailler dans la rue était liée à des questions telles que la citoyenneté et le droit à la ville, aujourd'hui la défense du travail dans le commerce populaire se concentre davantage sur une lutte pour le droit d'entreprendre. Ceci est sans doute lié à l'intense processus de précarisation des contrats de travail formels et au faible niveau de rémunération des emplois. Ainsi que l'évaluation de la condition de travailler pour soi-même. Ce qui, dans une certaine mesure, est fourni par le commerce populaire, quoique précairement.

Au niveau des agents, on peut identifier une « confluence perverse » entre le discours néolibéral et la recherche de conditions de travail moins soumises et dégradantes. Autrement dit, à travers la manière dont sont reçus les discours hégémoniques sur le travail et la consommation qui configurent l'image d'une vie digne d'être vécue, les gens élaborent leurs attentes et les balises de ce qu'ils sont prêts à faire pour les atteindre.

En ce sens, l'analyse des transformations du travail dans le commerce populaire montre que des processus de normalisation, de soumission et de domination sont présents. Cependant, nous pouvons également identifier les résistances, les attentes et les rêves d'une vie meilleure en s'engageant dans ces activités. Ainsi, c'est le chemin à parcourir dans l'évolution de la présente recherche: l'analyse plus profonde de ces contradictions et ambivalences qui condensent la dépolitisation et les résistances; processus de normalisation de la subjectivation et de la réalisation d'autres possibilités de vie et de travail.

Références bibliographiques

ALBA, C. e FREIRE, C. Les vendeurs ambulants à Mexico et à São Paulo face à la réhabilitation des centres historiques. In: AZAÏS, C. e PEPIN-LEHALLEUR, M. (Orgs.). *Modes de gouvernance dans quatre métropoles latino-américaines (Buenos Aires, Caracas, Mexico et São Paulo): Entre logiques institutionnelles et acteurs*. Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, pp. 193-242, 2014.

AZAÏS, C. As zonas cinzentas no assalariamento: propostas de leitura do emprego e do trabalho. In: AZAÏS, C. et all (Orgs.). *Ilegalismos, cidade e política*. Belo Horizonte, Fino Traço, pp. 167-198, 2012.

BONDI, Liz. Gender, class and gentrification: enriching the debate. *Environment and Planning D: Society and Space*. v. 17, pp. 261–82, 1999.

BOURDIEU, Pierre. *Contre-feux: Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*. Paris: Édition, RAISON D'Agir, 1998.

BROMLEY, Rosemary; MACKIE, Peter. Displacement and the New Spaces for Informal Trade in the Latin American City Centre. *Urban Studies*, v. 46 (7) 1485–1506, 2009.

BURAWOY, Michael. *The Extended Case Method: Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition*. University of California Press, 2009.

DARDOT, Pierre; LAVAL, Christian. *Nouvelle raison du monde*. La Découverte, 2010.

DAS, Veena; POOLE, Deborah. State and its margins: comparative ethnographies. In: DAS, Veena; POOLE, Deborah (Orgs.). *Anthropology in the Margins of the State*, p. 3-33, 2004.

GEORGES, Isabel; RIZEK, Cibele. Práticas e dispositivos: escalas, territórios e atore. *Contemporânea*, v. 6 (1), p. 51-73, 2016.

GLASS, Ruth. *London: Aspects of Change*. London. MacGibbon & Kee, 1964.

GONZÁLES, Sara; WALEY, Paul. Traditional Retail Markets: The New Gentrification Frontier? *Antipode*. v. 45 (4), pp 965–983, 2013.

HIBOU, Béatrice, « Introduction. La bureaucratisation néolibérale, ou la domination et le redéploiement de l'État dans le monde contemporain », in Béatrice Hibou, *La bureaucratisation néolibérale*, La Découverte « Recherches », p. 7-20, 2013.

HIRATA, Daniel. Le commerce ambulante considéré comme un « problème»: circulations entre Rio de Janeiro et São Paulo. *Confins. Revue franco-brésilienne de géographie/Revista franco-brasileira de geografia*, 2016, 28. PORTES, A. *Globalization from Below: The Rise of Transnational Communities*. Princeton University. September, 1997.

JANOSCHKA, Michael. Gentrification, displacement, dispossession: key urban processes in Latin American Cities. *Invi*, vol 3 (88), pp. 27-71, 2016.

KNOWLES, Caroline. *Flip-flop: A Journey Through Globalisation's Backroads*. London: Pluto Press, 2014.

PRANDI, Reginaldo. *O trabalho por conta própria sob o capital*. São Paulo: Edições Símbolo, 1978.

RAMIRES, Francisco. *Severinos na metrópole: a negação do trabalho na cidade de São Paulo*. Dissertação (Mestrado em Sociologia). FFLCH-USP, 2001.

RANGEL, Felipe. Novas experiências, outros significados: repensando o trabalho no comércio popular. *Rev. colomb. soc.*, Volumen 40, Número 2, p. 67-85, 2017.

ROSENFELD, Cinara. Autoemprededorismo: forma emergente de inserção social pelo trabalho. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Vol 30 (89), pp. 115-197, 2015. ROY, Ananya. *Poverty Capital: Microfinance and the Making of Development*. New York: Routledge, 2010.

SADER, E. *Quando novos personagens entraram em cena: experiências e lutas dos trabalhadores da Grande São Paulo 1970-1980*. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1988.

TARRIUS, A. *La mondialisation par le bas: les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris: Balland, 2002.